

ASSEMBLÉE NATIONALE  
13 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N ° I-3110

présenté par  
M. Plassard, Mme Félicie Gérard, Mme Bellamy, M. Jolivet, M. Larsonneur, M. Patrier-Leitus et  
Mme Carel  
-----

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:

- I. – Au premier alinéa de l’article 790 B du code général des impôts, le montant : « 31 865 € » est  
remplacé par le montant : « 150 000 € ».
- II. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe  
additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des  
impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli

Le présent amendement vise à reprendre la proposition d’Emmanuel Macron pendant la campagne  
présidentielle de 2022 de réformer les droits de donation et de succession, afin de favoriser la  
mobilité du patrimoine entre les générations.

En effet, si l’on souhaite favoriser le pouvoir d’achat des jeunes générations, il est indispensable de  
permettre aux ascendants de disposer pleinement de leurs biens, jusqu’à en faire don à leurs  
descendants, sans être surtaxés.

La France se situe bien en retard de ses voisins européens, quand on pense que certains pays comme  
l’Autriche ou la Suède ont entièrement supprimé les impôts sur les transmissions afin de favoriser la  
mobilité du patrimoine envers les jeunes, ou que le seuil d’abattement en Allemagne est  
actuellement fixé à 400 000 euros.

De plus, la fiscalité des donations revient à taxer une nouvelle fois des biens qui ont déjà été taxés

au moment où ils ont été achetés ou détenus par leurs donataires. Cet effet de « double peine » est encore plus violent lorsqu'il survient au moment des successions, la fiscalité étant alors perçue comme un « impôt sur la mort ».

C'est pourquoi cet amendement vise à rehausser le seuil d'abattement des donations à 150 000 euros contre seulement 31 865 euros actuellement.